

Numéro 46 - 18 juillet 2020

Des sujets de préoccupation pour le corps politique
Inquiétudes grandissantes concernant la
direction de l'économie



Grèves dans les résidences privées pour personnes
âgées du groupe Chartwell au Québec

- Les choses ne doivent pas «continuer comme avant» dans les soins aux aînés! Les établissements privés doivent rendre des comptes!

- Louis Lang -

Les États-Unis des oligopoles d'Amérique du Nord

- Le président Obrador va à Washington

- Pablo Moctezuma Barragan -

Le discours de Donald Trump au mont Rushmore le 3 juillet

- Une définition obsolète de qui est un citoyen

- Kathleen Chandler -

- Le peuple compte sur ses propres forces, non sur l'État, pour changer la situation

- Voice of Revolution -

- La vraie histoire du mont Rushmore

Les manifestations se poursuivent aux États-Unis

- **Grève nationale pour la vie des Noirs le 20 juillet**
- **Reportage photo**

Ne touchez pas au Venezuela!

- **Le Venezuela dénonce les provocations inexcusables du Southern Command des États-Unis dans la zone contiguë**
 - *Le ministère des Affaires étrangères du Pouvoir populaire de la République bolivarienne du Venezuela -*
 - **L'absurde discours politique anti-Maduro**
 - *Pino Arlacch -*
 - **L'encerclement maritime est au coeur de la stratégie des États-Unis contre le Venezuela**
 - *Ernesto Cazal -*
 - **L'impact de la guerre économique contre le Venezuela**
 - *Pasqualina Curcio -*

SUPPLÉMENT

Discussion sur le «portait budgétaire» du gouvernement fédéral

- **Comment se pose le problème des recettes publiques**
 - *K.C. Adams*

Des sujets de préoccupations pour le corps politique

Inquiétudes grandissantes concernant la direction de l'économie

La crise économique qui a éclaté cette année en un chômage massif, des fermetures et des faillites est la source de grandes inquiétudes parmi le peuple. La crise actuelle fait suite à la crise financière de 2008-2009 et à la chute des prix du pétrole de 2014 ainsi qu'aux bouleversements subséquents de l'économie en Alberta et ailleurs qui ont aggravé la crise actuelle. Le peuple est inquiet parce qu'il n'a aucune confiance dans la capacité ou la volonté de l'élite dirigeante au pouvoir de s'attaquer à la source du problème. Une nouvelle direction prosociale et un nouveau but prosocial pour l'économie sont nécessaires pour résoudre ces problèmes.

Depuis la grande crise économique des années 1930 et à chaque crise subséquente, ceux qui sont en position de contrôle reviennent toujours aux mêmes panacées qui se sont avérées incapables de résoudre les problèmes et d'empêcher les crises récurrentes. Pour les riches oligarques, les crises économiques sont des « occasions » d'accroître leurs cartels et leur contrôle de l'économie, d'éliminer les petits concurrents et de mettre les travailleurs sur la défensive, les obligeant à se battre pour défendre leur emploi, leurs conditions de travail et leur niveau de vie. À chaque nouvelle crise, les oligopoles étendent leur contrôle de ce qu'on appelle le bien public, l'intérêt

public ou l'entreprise publique. Sous leur égide, il n'y a plus de projet d'édification nationale qui tienne.

La conscience d'un contrôle absolu par les propriétaires de l'économie est passée de l'image de la ville de compagnie où tout le monde est payé par la compagnie, paie son loyer à la compagnie, achète au magasin de la compagnie et s'endette envers la compagnie, à l'image d'un pays dont tous les principaux secteurs de l'économie sont possédés et contrôlés par des cartels mondiaux et dont il est complètement à la merci.

Merle Travis, le fils d'un mineur de charbon du Kentucky, a bien capté l'idée de la ville de compagnie dans sa chanson de 1946 *Sixteen Tons* :

*You load sixteen tons, what do you get ?
Another day older and deeper in debt
Saint Peter don't you call me 'cause I can't
go
I owe my soul to the company store*



[Vous chargez seize tonnes et vous avez quoi ?
Encore plus de dettes et un jour de moins à vivre !
Saint-Pierre ne m'appelle pas parce que je ne peux pas venir
Je dois mon âme au magasin de la compagnie.]

Après avoir lu le « portrait économique et budgétaire » du gouvernement fédéral et avec tout ce qui s'est passé depuis 1946, beaucoup de Canadiens pourraient chanter :

*Nous chargeons seize tonnes et qu'avons-nous ?
Encore plus de dettes et un jour de moins à vivre !
Saint-Pierre ne nous appelle pas parce que nous ne pouvons pas venir
Nous devons notre âme aux oligarques qui contrôlent le pays.*

Les riches ont étendu leur contrôle : du magasin de compagnie, ils contrôlent maintenant l'économie mondiale. Les travailleurs ont beau produire des tonnes de produit social, ils n'en sont pas moins de plus en plus endettés auprès des intérêts privés mondiaux et vivent de plus en plus dans l'incertitude et l'insécurité quant à leurs emplois, leurs conditions de vie et leur avenir.

La motivation de ceux qui contrôlaient l'économie de la ville minière du Kentucky était d'exploiter la mine et de voler les mineurs, pas de résoudre les problèmes d'une ville minière et certainement pas les problèmes de ceux qui sortaient le charbon des entrailles de la terre, ni de répondre à leur aspiration à une vie meilleure et à la stabilité pour eux et leur famille. Lorsque la crise éclatait, les mineurs perdaient leur travail, mais restaient aux prises avec leurs dettes envers le magasin de la compagnie. Aujourd'hui, la classe ouvrière paie pour la crise avec la perte de millions d'emplois, des tragédies personnelles et d'énormes dettes collectives envers les oligarques.

Aujourd'hui, c'est l'ensemble de l'économie qui est organisée pour payer les riches et mettre toutes les ressources de l'État au service d'intérêts privés, à commencer par l'usurpation de l'État et de ses institutions par ces intérêts privés. Les gouvernements sont devenus les serviteurs d'intérêts privés. Ils empruntent aux riches ; ils utilisent l'argent qu'ils empruntent pour payer les riches ; ils achètent aux riches et les paient pour construire différentes choses ; ils utilisent la valeur que les travailleurs

produisent pour rembourser leur dette envers les riches. Bref, les riches continuent de s'enrichir à un rythme sans précédent aux dépens de tout le monde et de la société.



L'inquiétude parmi les travailleurs est palpable. Où tout cela nous mènera-t-il ? Nous ne voulons pas d'un « retour à la normale » des compressions, des politiques d'« austérité », des fraudes de protection de faillite pour les entreprises, du vol de nos pensions, de la réincarnation des mêmes entreprises qui embauchent les mêmes personnes, mais à la moitié du salaire, etc. L'économie tourne en rond pendant que ceux qui sont en position d'autorité imposent ouvertement leurs propres intérêts. Ils ne prétendent même pas résoudre les problèmes de l'économie.

Les travailleurs, par l'application de leur temps de travail aux moyens de production, produisent toute la valeur de l'économie, mais au bout du compte ils sont individuellement et collectivement endettés envers les riches pour

avoir créé la valeur que les riches contrôlent. Et maintenant, l'élite dirigeante avertit le peuple de se préparer à la privatisation à outrance de tous les domaines d'activité comme si c'était la solution aux problèmes. Les Canadiens paieront la facture des stratagèmes pour payer les riches par une hausse des taxes et impôts, la privatisation des programmes sociaux, un abaissement du niveau de vie et l'insécurité à la retraite.

Déjà les taxes à la consommation et les impôts personnels augmentent. Ces taxes et impôts représentent une baisse des salaires, une perte de pouvoir d'achat, une baisse du niveau de vie. La dette collective envers les intérêts privés mondiaux est considérée comme une panacée. C'est irrévocable parce que c'est la loi de l'enrichissement des riches et de l'appauvrissement des pauvres et les partis cartellisés et les gouvernements n'ont que faire si tout s'écroule puisqu'ils ont des postes confortables et grassement payés qui les attendent auprès des intérêts privés qu'ils servent si bien.

Où mène toute cette concentration de la richesse et du pouvoir sinon à la guerre ? L'économie du Canada a été intégrée à celle des États-Unis des intérêts oligopolistiques d'Amérique du Nord. Les contradictions dans les rangs des intérêts

oligopolistiques sont telles qu'ils se préparent très possiblement à attaquer le Venezuela, espérant anéantir Cuba du même coup. Ce n'est pas un scénario improbable à la lumière de leurs prétentions ridicules que le président et le gouvernement du Venezuela sont des trafiquants de drogue ou qu'ils interfèrent avec la liberté des mers. Ils ont entrepris de menacer tout navire à destination du Venezuela.



Pourraient-ils unir la bureaucratie militaire dans une agression contre le Venezuela ? Cela est peu probable, mais ça ne veut pas dire qu'ils ne s'y engageront pas dans leur désespoir à vouloir détourner l'attention des contradictions dans leurs rangs à l'intérieur du pays, entraînant le Canada et son groupe de Lima avec sa prétention de multilatéralisme dans une autre absurde « coalition des volontaires ».

Une nouvelle direction pour l'économie

Les intérêts privés étroits qui contrôlent l'économie contrôlent le pouvoir de décision et cela doit changer. Les Canadiens doivent s'élever contre les stratagèmes pour payer les riches dans lesquels le gouvernement les entraîne.

La nouvelle direction de l'économie qui ouvrira la voie au progrès veut que la valeur produite par les travailleurs reste entre leurs mains pour pouvoir organiser l'économie et la vie de manière sensée et sans crise. Exiger une telle direction pour l'économie serait un très grand pas en avant.



L'étape immédiate et nécessaire est d'intensifier l'opposition à l'offensive antisociale qui comprend l'usurpation de l'État, y compris des gouvernements, par des intérêts privés étroits. Ce pas en avant comprend nécessairement l'opposition aux pouvoirs de police spéciaux que les gouvernements à tous les niveaux se sont donnés pour dicter les salaires et les conditions de travail, pour détruire les syndicats et criminaliser les luttes de résistance des travailleurs, pour entraîner le Canada dans une guerre de l'OTAN et des coalitions impérialistes qui prétendent défendre la démocratie et les droits humains pour renverser des gouvernements ou les prendre en charge. Cela signifie lutter pour les droits de tous et toutes sur tous les fronts, que ce soit contre les attaques

racistes organisées par l'État, la traite des êtres humains, la violence et l'impunité policières, la criminalisation du travail et de tous ceux qui résistent aux attaques contre leurs droits, le recrutement de jeunes pour se « porter volontaires » dans des aventures impérialistes au pays et à l'étranger et pour la guerre, et tous les autres programmes rétrogrades que les gouvernements financent avec des ONG manoeuvrées par des intérêts suspects. Toutes les organisations imposées par ces intérêts privés ont pour mission de s'assurer que les peuples n'aient pas leurs propres organisations et qu'en temps de crise, ils soient laissés sans défense, à la merci de ceux qui ne leur souhaitent aucun bien.

Les organisations qui défendent les droits et les revendications des peuples dans le contexte du contrôle impérialiste et du purgatoire de la dette sont nécessaires pour mobiliser et dynamiser notre force collective.

Exigeons un moratoire sur le service de la dette publique et que les emprunts d'État auprès d'intérêts privés soient considérés comme illégaux !

Organisons-nous pour le renouveau politique en établissant la ligne de marche du peuple contre l'offensive antisociale et en développant une direction prosociale.

Les jeunes et les travailleurs sont tout à fait capables d'organiser et de développer consciemment

une marche politique vers un nouvel objectif et une nouvelle direction prosociale de l'économie sur la base d'un renouveau politique vers un avenir radieux pour tous.

Cela peut se faire ! Cela doit se faire !

SUPPLÉMENT

Discussion sur le «portrait budgétaire» du gouvernement fédéral

Comment se pose le problème des recettes publiques

- K.C. Adams -



**Grèves dans les résidences privées pour personnes
âgées du groupe Chartwell au Québec**

**Les choses ne doivent pas «continuer comme avant»
dans les soins aux aînés! Les établissements privés
doivent rendre des comptes!**

- Louis Lang -



Le 10 juillet, les travailleurs et travailleuses de sept résidences privées pour aînés ont déclenché une grève illimitée contre leur employeur. Les travailleurs sont membres du Syndicat québécois des employées et employés de service (SQEES-FTQ) et comprennent les infirmières et les préposés aux bénéficiaires, les employés des cuisines, de l'entretien ménager et d'autres services qui peuvent varier selon les résidences. Les résidences en grève sont au Saguenay-Lac-Saint-Jean et dans la région de la capitale nationale.

Le site Web de Chartwell illustre bien le « tout continue comme avant » de l'entreprise. Chartwell s'y décrit comme « une fiducie d'investissement immobilier axée sur la génération de remises en

espèces durables, stables et croissantes découlant de la propriété et de l'exploitation d'un éventail complet de résidences pour retraités. La Société est le plus important exploitant du secteur de l'hébergement pour retraités au Canada. » En date du 25 juin 2018, la capitalisation boursière de Chartwell est de 3,23 milliards \$ CAD, avec plus de 3,01 milliards \$ CAD d'actifs. En 2018, la valeur de l'entreprise s'élève à environ 5 milliards \$ CAD[1].

Une quinzaine de conventions collectives font présentement l'objet de négociations et certaines sont terminées depuis décembre 2018. Le refus de l'entreprise de négocier de bonne foi est à la fois honteux et cruel compte tenu de la pandémie et du traumatisme que ces travailleurs ont subi alors que 87 % des décès aux mains de la COVID-19 se sont produits dans des résidences pour aînés en manque d'effectifs, plusieurs d'entre elles privées.

Pour le comble, le président du conseil d'administration de Chartwell est nul autre que Mike Harris qui, comme premier ministre de l'Ontario, a lancé l'offensive antisociale au Canada entre 1995 et 2002. Au nom de l'ouverture de l'Ontario aux affaires, il a introduit la politique de payer les riches pour la dette et le déficit, sapé la réglementation et les inspections sous prétexte d'éliminer la « paperasse » et attaqué les syndicats, les déclarant « cupides » et une entrave non nécessaire à l'efficacité économique. Il a ouvert les portes à la privatisation de l'éducation et de la santé, y compris les soins de longue durée. Il a imposé au peuple le concept thatchérien qu'il n'existe rien de tel que la « société » et la responsabilité sociale. Tous les individus doivent se débrouiller seuls.

La grève a été déclenchée après que Chartwell a systématiquement refusé de considérer les revendications de ses employés et même de présenter des contrepropositions.



Ligne de piquetage devant une résidence pour personnes âgées de Chartwell, le 11 juillet 2020

En ce qui concerne les salaires, les travailleurs demandent un salaire d'au moins 15 \$ à l'embauche pour tous et une augmentation de 1 \$ l'heure par année pendant trois ans. Un grand nombre de ces travailleurs gagnent moins de 15 \$ l'heure en ce moment, et plusieurs atteignent le salaire minimum de 13,10 \$ uniquement parce qu'ils touchent certaines primes. La situation des salaires est déplorable et ne permet ni de vivre décemment ni de retenir et d'attirer le personnel dans le secteur des résidences privées pour personnes âgées. Cette situation est devenue particulièrement intolérable dans les conditions de la pandémie de la COVID-19. Les employés se dévouent corps et âme à la protection des résidents, souvent au péril de leur santé, mais leur importante contribution n'est absolument pas reconnue, ni par les propriétaires privés, ni par les gouvernements qui permettent une telle situation.

« Les derniers mois nous ont fait constater à quel point les travailleuses et les travailleurs auprès des personnes âgées sont des intervenants essentiels, a dit Sylvie Nelson, présidente du SQUEES-FTQ.

C'est vrai pour les infirmières, infirmières auxiliaires, préposées aux bénéficiaires, mais aussi pour tous les services auxiliaires comme les personnes travaillant aux cuisines, au service aux tables, à l'entretien ménager, à la réception... Pourtant, le plus gros employeur au Québec et au Canada dans les résidences privées pour personnes âgées, les résidences Chartwell, refuse de considérer ses travailleuses et ses travailleurs. »

Une porte-parole de Chartwell a déclaré honteusement que les revendications salariales des grévistes sont « démesurées ». « Aucune entreprise ne peut assumer des hausses de plus de 25 % sur trois ans, comme on nous le demande. » Démontrant le caractère intéressé de ce « modèle d'affaires » des soins aux aînés, elle a dit que ces revendications réduiraient les profits des investisseurs et des propriétaires privés. Toute augmentation des salaires sera refilée aux résidents et à leurs familles. « Et on doit tenir compte de l'impact des augmentations sur les frais pour nos résidents », a-t-elle dit. Les frais pour les résidents sont les « loyers » exorbitants que Chartwell impose.

Si une revendication salariale aussi modeste que celle présentée par les travailleurs représente une augmentation de 25 % de l'ensemble des salaires, cela en dit long sur l'exploitation éhontée que vivent les travailleurs.

Le refus arrogant de Chartwell de reconnaître les besoins des travailleurs et de négocier les salaires et les conditions de travail n'a laissé d'autre choix au syndicat que de mettre en application son mandat de grève. Le SQEES-FTQ a aussi un mandat de grève illimitée pour l'automne si aucun progrès n'est fait pour traiter des besoins des travailleurs.

Les revendications des travailleurs s'attaquent aux problèmes sérieux du manque d'effectifs et de l'imposition de salaires minimaux à des travailleurs qui accomplissent des tâches essentielles pour prendre soin des personnes âgées et qui constituent la seule ligne de défense de leur bien-être. L'absence de respect pour les travailleurs et leurs conditions de travail provient directement de la cupidité des propriétaires privés et de leur objectif d'amasser le profit le plus élevé possible. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent intervenir immédiatement pour établir des normes pour les soins aux aînés. Ils ont aussi le devoir de créer un nombre suffisant d'établissements pour les aînés, ayant les normes les plus élevées que la société a atteintes, pour que personne ne soit forcé d'aller vers les soins privés, leurs frais exorbitants et une situation où ils subissent la maltraitance et la négligence de la part des propriétaires.



Ligne de piquetage devant une résidence pour personnes âgées de Chartwell, le 10 juillet 2020

Bien avant la pandémie, les infirmières, les travailleurs et leurs organisations n'ont cessé de sonner l'alarme au sujet du traitement inacceptable des travailleurs de la santé et des conditions de vie

horribles que subissent les aînés dont ils s'occupent. Le gouvernement et les entreprises fonctionnant sur la base du profit ont fait la sourde oreille. Lorsque la COVID-19 a frappé les résidences de soins de longue durée, une grande partie de ces résidences n'ont tout simplement pas appliqué les protocoles nécessaires en cas de situation de pandémie, bien que ces protocoles soient obligatoires en ce qui concerne les résidences pour aînés qui sont souvent frappées par la grippe et des contagions de toutes sortes.

Le refus de Chartwell de reconnaître les revendications des travailleurs démontre que l'intention de l'élite dirigeante est que « les choses doivent continuer comme avant » comme si c'était une option. Ignorer les leçons apprises pendant la pandémie **n'est pas une option**. Chartwell affirme qu'il ne peut pas rafler le niveau de profits qu'il désire s'il paie les salaires que revendiquent les travailleurs et il refuse de négocier. **Cela ne doit pas passer !**

Chartwell doit être forcé de négocier et de fournir des conditions de travail où il y a suffisamment de travailleurs, lesquels sont à temps plein et touchent un salaire qui leur permet de vivre décemment.

Le syndicat a pris une position prosociale contre ce « modèle d'affaires » des soins aux aînés.

« Nous devons toutes et tous nous mobiliser contre ce modèle d'affaires qui — on l'a vu pendant la crise de la COVID — ne reflète en rien les valeurs de partage et d'équité qui animent le Québec, écrit Sylvie Nelson. Ce modèle consiste à : acheter des terrains, construire des bâtisses, les remplir à ras bord, réduire les coûts jusqu'à la moindre cenne et faire un maximum de profit pour leurs actionnaires de la bourse de Toronto. Tout ça aux dépens de celles — soit 80 % de femmes — qui s'assurent jour après jour, souvent au détriment de leur vie familiale, du bien-être de nos personnes aînées. C'est aussi aux dépens des personnes résidentes de Chartwell qui doivent contester des hausses de loyer indécentes. Ce n'est pas ce que nous souhaitons pour nos personnes aînées. Chartwell a un effort à faire pour devenir un citoyen corporatif responsable. »

Les infirmières et les travailleurs de Chartwell méritent l'entier appui des Canadiens. Leur lutte est la nôtre. Ils luttent pour des conditions de travail qu'ils jugent acceptables. En défendant leurs droits, ils luttent pour les conditions de vie et défendent les droits des personnes âgées. Il ne faut pas permettre à ces institutions qui sont basées sur des intérêts privés étroits de retourner au « continuons comme avant » et les gouvernements qui permettent cela doivent rendre des comptes. Cela montre à quel point les gouvernements abandonnent totalement leur devoir de défendre les intérêts du peuple. Cela montre leur hypocrisie totale quand ils se disent préoccupés de ce qui s'est produit dans les centres de soin de longue durée pendant la première phase de la pandémie et ils ne doivent pas pouvoir s'en tirer à bon compte.

Il faut considérer comme un geste criminel que les gouvernements permettent à des intérêts privés de maintenir des conditions inhumaines dans leurs établissements pour les résidents, les travailleurs et les professionnels, et il en est de même des actions des propriétaires de ces établissements.

Les revendications que les travailleurs mettent de l'avant montrent la nécessité d'affirmer leur droit de décider de leurs conditions de travail, pour qu'ils puissent accomplir leur devoir et traiter les personnes avec la dignité qui leur revient.

Non à la « continuation comme avant » dans les soins aux aînés ! Les institutions privées de soins aux aînés doivent rendre des comptes !

Note

1. Selon *Wikipedia*, Résidences pour retraités Chartwell « est une société de placement immobilier canadienne fondée en 2003. Elle opère des résidences pour personnes âgées au Québec, en Ontario,



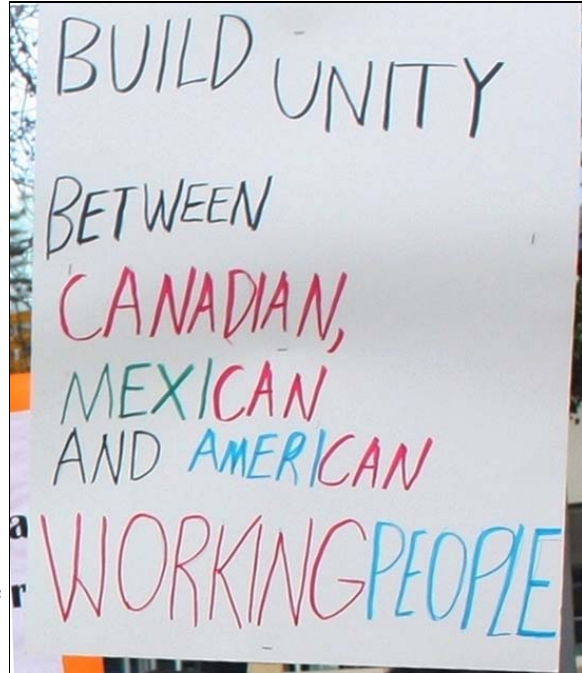
Les États-Unis des oligopoles d'Amérique du Nord

Le président Obrador va à Washington

- Pablo Moctezuma Barragan -

Le président du Mexique, Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), a pris la parole aux côtés du président américain Donald Trump le mercredi 8 juillet à la Maison-Blanche. Ce fut la première visite internationale du chef d'État mexicain, et il l'a faite dans le contexte de l'approbation du nouveau traité commercial nord-américain, entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, connu sous le nom de T-MEC au Mexique (ACEUM au Canada).

Dans les jours qui ont précédé cette rencontre, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, avait indiqué son intention de ne pas y participer. Il ne voulait sans doute pas parler des projets canadiens d'énergies renouvelables qui ont été annulés par le Mexique, ni des plaintes d'organisations de défense des droits humains au Canada qui dénoncent les conditions de travail et de logement déplorables dans lesquelles se trouvent les travailleurs agricoles temporaires mexicains et le manque flagrant d'attention du gouvernement canadien à leur endroit. Jusqu'à maintenant, plus de mille travailleurs agricoles ont été infectés de la Covid-19 et trois en sont morts.



Le président mexicain a déclaré qu'il venait célébrer l'entrée en vigueur de l'accord qui, selon lui, est une grande réalisation qui bénéficiera aux trois nations et à leur peuple. Étonnamment, AMLO a commencé son discours en parlant en tant que membre d'une région et non en tant que représentant d'un pays. Il a dit : « L'Amérique du Nord est l'une des régions économiques les plus importantes de la planète. Cependant, notre région est inexplicablement déficitaire sur le plan commercial ; nous exportons vers le reste du monde 3 579 milliards de dollars, mais nous importons 4 190 milliards de dollars, c'est-à-dire que nous avons un déficit commercial de 611 milliards de dollars, ce qui se traduit par une fuite des capitaux, une réduction des occasions pour les entreprises et la perte de sources d'emplois. »

Il a déclaré que le nouvel accord « cherche précisément à inverser ce déséquilibre en poursuivant l'intégration de nos économies et en améliorant le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement afin de rétablir la présence économique perdue en Amérique du Nord au cours des cinq dernières décennies. Il suffit de noter qu'en 1970, la région représentait 40,4 % de la production mondiale et que, maintenant, cette part dans l'économie mondiale est tombée à 27,8 %. » Il a ajouté que « l'accord est une excellente option pour la production, créer des emplois et encourager le commerce sans avoir à aller aussi loin de nos foyers, villes, États et nations. » Il a ainsi parié de l'intégration à un bloc régional dominé par les entreprises américaines.

Poursuivant sa présentation, Lopez Obrador a déclaré : « En d'autres termes, les volumes d'importation de nos pays provenant du reste du monde peuvent être produits en Amérique du Nord, à moindre coût de transport, avec des fournisseurs fiables pour les entreprises et avec l'utilisation de la main-d'oeuvre de la région. [...] Exploiter tous les avantages que nous offre le voisinage ainsi que la mise en oeuvre d'une bonne politique de coopération au développement [...] va attirer des investissements d'autres endroits de l'hémisphère. » (Il faut rappeler que la définition du mot hémisphère est la moitié du globe et Obrador n'a pas précisé à quel hémisphère il fait référence. Nord-Sud? Est-Ouest?)

« Cet accord permet d'attirer des investissements provenant d'autres parties de l'hémisphère vers nos pays, a-t-il poursuivi, à condition que soient respectés les principes de production de marchandises à forte teneur régionale, ainsi que de fournir des conditions de travail et de rémunération équitables pour les travailleurs des pays exportateurs ou importateurs de biens de consommation. » De ce fait, le Mexique entre dans la guerre commerciale des États-Unis contre la Chine, aux côtés du Canada.



Il convient de rappeler que le Mexique s'identifiait depuis des siècles comme un pays latino-américain. C'est à partir du premier accord, en 1994, l'ALÉNA, que les gouvernements néolibéraux, en commençant par Salinas, ont étiqueté le Mexique comme faisant partie de l'Amérique du Nord. Ce premier accord a provoqué la destruction de l'économie mexicaine, l'abandon des régions agricoles, la perte de la souveraineté énergétique et le début de l'exploitation minière rapace au Mexique, celle-là même qui pollue et vole l'eau des communautés, et pille nos richesses sans payer de redevances. Le premier accord a marqué le début de la criminalité mondiale, la migration et le trafic de drogue ont augmenté et la souveraineté économique a été détruite. Il s'agissait d'un marché entre un requin

et une sardine. Les États-Unis ont un produit intérieur brut 20 fois supérieur à celui du Mexique et 10 fois supérieur à celui du Canada. Et le nouveau traité est encore pire que le premier.

AMLO a déclaré que les trois pays finissent par se compléter et que le Mexique apporte sa force de travail, de bons ouvriers avec une éthique du travail. Il n'a jamais parlé de la façon dont ces travailleurs sont traités aux États-Unis et au Canada, où ils souffrent vraiment d'esclavage moderne. Au contraire, AMLO a appelé à mettre de côté les différends ou à les résoudre par le dialogue et le respect mutuel. Cependant, ce dialogue n'a pas eu lieu car les mots « migrant » ou « mur » n'ont jamais été prononcés. Et on n'a pas vu de respect non plus, car le 6 juillet, un jour avant l'arrivée d'AMLO et à la surprise des uns comme des autres, Trump affichait fièrement sur Twitter quatre photos de lui-même au mur de l'Arizona, symbole de la ségrégation des Mexicains.

On disait également qu'il allait continuer à tenter de détruire la DACA (Politique d'immigration d'action différée pour les arrivées dès l'enfance) qui protège 800 000 migrants qui sont arrivés aux États-Unis quand ils étaient enfants et y poursuivent leurs études. Pour couronner le tout, il a profité de l'occasion pour attaquer les villes sanctuaires que sont Chicago et New York, affirmant qu'elles protègent des « criminels », pour ainsi justifier des descentes contre les migrants. Comme si ça ne suffisait pas, on a annoncé que le nombre de lits dans les refuges et les centres de détention de migrants sera réduit de 60 %. Il est évident que la phobie de Trump contre les migrants - la plupart mexicains - ne s'est pas arrêtée avant la visite du président mexicain ; au contraire, il a ouvertement réaffirmé ses politiques anti-migrants.

Se référant à l'histoire des nombreuses agressions américaines contre le Mexique qui ont conduit au vol de plus de la moitié de son territoire et maintenant à la construction d'un mur à la frontière (pas très différent de ce qu'Israël fait aux Palestiniens), le président mexicain a commenté : « Certes, dans l'histoire de nos relations, nous avons eu des désaccords et il y a des griefs qui ne sont pas encore oubliés, mais nous avons aussi pu établir des accords tacites ou explicites de coopération et de coexistence. » Il a cité comme exemple le fait que pendant la Deuxième Guerre mondiale, le Mexique a aidé à répondre aux besoins des États-Unis en matières premières et les a soutenus avec la main-d'oeuvre des travailleurs migrants, connus sous le nom de *braceros* (journaliers). « Depuis lors et jusqu'à ce jour, nous avons consolidé nos relations économiques et commerciales, ainsi que notre coexistence particulière, tantôt comme voisins éloignés, tantôt comme amis proches. » Il n'a pas mentionné qu'il s'agissait également d'une relation d'imposition, de maltraitance, d'exploitation et de violence.

Sur un autre point concernant la migration qui a explosé avec les impositions du Fonds monétaire international à partir de 1977 et avec la signature de l'ALÉNA en 1992 qui a présidé à l'exode de 12 millions de Mexicains à cause de la dévastation économique résultant de ce traité, AMLO l'attribue à « l'histoire, la géopolitique, le voisinage et les circonstances économiques [sic] qui ont encouragé la migration. »

« Il s'est formé ici une communauté d'environ 38 millions de personnes, y compris les enfants de parents mexicains. Il s'agit d'une communauté de gens cordiaux et travailleurs qui sont venus pour gagner honnêtement leur vie et qui ont beaucoup contribué au développement de cette grande nation. » Lopez Obrador a oublié de mentionner comment cette communauté de gens cordiaux et travailleurs est maltraitée et que nous ne sommes pas que 38 millions de Mexicains aux États-Unis, il y en a 15 millions de plus qui sont « invisibles » parce qu'ils sont considérés comme « illégaux » et qu'aucun droit humain ne leur est reconnu pour le seul crime de chercher là-bas le travail qu'ils ne trouvent pas au Mexique. Ils sont expulsés après avoir vécu des années aux États-Unis, ils sont enfermés dans des cages, leurs familles sont séparées et leurs enfants arrachés à leur foyer.



AMLO rappelle que plus d'Américains (un million et demi) vivent au Mexique et font partie de notre société que dans toute autre partie du monde, et conclut : « Nous sommes donc unis, plus que par la proximité géographique, par divers liens économiques, commerciaux, sociaux, culturels et d'amitié. » Il ne dit pas comment les Mexicains sont traités aux États-Unis ou comment les Étatsuniens sont traités au Mexique.

Et puis, louant le président Trump, il a dit : « Comme dans les meilleurs moments de nos relations politiques, pendant mon mandat comme président du Mexique, au lieu d'insultes à mon égard ou, ce que j'estime le plus important, à l'égard de mon pays, nous avons reçu de vous compréhension et respect. »

Fermant les yeux, il affirme : « Je pense qu'il n'y aura ni raison ni nécessité de rompre nos bonnes relations politiques et l'amitié entre nos gouvernements. » Il a parlé ainsi à Washington, endroit d'où sont ourdies les attaques, les interventions et les agressions contre Cuba et le Venezuela, la Bolivie,

la Syrie, la Libye, le Yémen, la Palestine, l'Iran, la Chine. AMLO a parlé comme s'il avait devant lui un voisin respectueux, bon et prévenant, oubliant que Trump venait de menacer d'intervenir au Mexique contre les « bad boys », oubliant l'histoire centenaire de l'empire yankee.

Après avoir rappelé que Franklin Roosevelt n'est pas intervenu ouvertement contre l'expropriation pétrolière de 1938, AMLO a remercié Trump, oui... l'a remercié d'être « de plus en plus respectueux envers nos compatriotes mexicains », l'a remercié de sa compréhension et de son aide en matière de commerce et de pétrole et pour l'acquisition d'équipements médicaux pour traiter les malades de la COVID-19.

Puis, pour le comble, il a exprimé son appréciation de Trump qui, et je cite, « n'a jamais cherché à nous imposer quoi que ce soit qui viole ou affaiblisse notre souveraineté ». Il a dit que ce dernier a abandonné la doctrine Monroe. Il a déclaré que Trump, le magnat, n'a jamais traité le Mexique comme une colonie et a plutôt « respecté notre statut de nation indépendante [...] et s'est comporté envers nous avec gentillesse et respect ». AMLO a oublié encore une fois que Trump a menacé d'imposer des droits de douane sur les marchandises mexicaines si le Mexique, avec sa garde nationale, ne surveillait pas sa frontière sud pour empêcher l'entrée des migrants d'Amérique centrale et que, dans la pratique, le Mexique est devenu un « pays tiers » chargé de retenir les migrants sur son territoire afin qu'ils n'entrent pas aux États-Unis, qu'aujourd'hui, au sud du Mexique, il existe un autre mur virtuel contre les migrants.



Enfin, il semble que Trump et Lopez Obrador ont un ennemi commun : les démocrates et l'ancien président mexicain Felipe Calderon, et qu'ils sont d'accord pour dévoiler l'opération criminelle « Fast and Furious », dans laquelle le gouvernement d'Obama a envoyé au Mexique, en accord avec Calderon, 2 000 armes puissantes à livrer aux cartels criminels de la drogue. Si ce scandale éclate, ce sera dans l'intérêt des deux dirigeants. On ne sait pas si c'était là le véritable intérêt d'AMLO et de Trump pour cette rencontre, en plein au moment où la pandémie de la COVID-19 crée de nouvelles difficultés.

Lors de ce voyage à Washington, le gouvernement actuel montre qu'il suit en fait la même ligne que les précédents gouvernements du

PRI et du PAN, la construction d'États-Unis intégrés des oligopoles d'Amérique du Nord. Ce seront les peuples des États-Unis, du Canada et du Mexique qui assumeront leur souveraineté, en défendant les intérêts des peuples et des travailleurs des trois pays contre les intérêts privés étroits des oligopoles et de leurs gouvernements, poursuivant leur développement indépendant et libre, dans la justice, la paix et la démocratie sous le mot d'ordre : « Intégration NON, Souveraineté, OUI ! »

(Traduit de l'espagnol par LML)



Le discours de Donald Trump au mont Rushmore le 3 juillet
Une définition obsolète de qui est un citoyen
- Kathleen Chandler -



Des défenseurs des terres autochtones bloquent une route qui traverse les Black Hills jusqu'au mont Rushmore, le 3 juillet 2020.

Le discours du président Donald Trump, prononcé le 3 juillet au mont Rushmore, dans la région des Black Hills du Dakota du Sud, a été révélateur de bien des choses, notamment de sa vision raciste, antiouvrière et anticomuniste. Ce que Trump a dit se résume à répéter que les États-Unis sont la principale force de l'égalité dans le monde, la plus grande nation sur terre et la nation indispensable - à l'heure où des millions de personnes aux États-Unis et dans le monde entier démontrent à quel point ces affirmations sont illégitimes. En plus de dire que le 4 juillet est « le jour le plus important de l'histoire des nations », le discours est empreint du dénigrement des peuples du monde et de leurs contributions. Au sujet des présidents dont les visages sont sculptés sur la face du Mont Rushmore (George Washington, Thomas Jefferson, Abraham Lincoln et Théodore Roosevelt), Trump a déclaré :

« Ils ont consacré une vérité divine qui a changé le monde à jamais quand ils ont déclaré : 'Tous les hommes sont créés égaux'. [...] »

« Avant que ces personnalités ne soient immortalisées dans la pierre, c'étaient des géants américains en chair et en os, des hommes courageux dont les actes intrépides ont déclenché le plus grand bond en avant que le monde ait jamais connu. [...] »

« Nous dirons la vérité dans son intégralité, sans excuses : nous déclarons que les États-Unis d'Amérique sont la nation la plus juste et la plus exceptionnelle qui ait jamais existé sur Terre. »

En plus de constater le chauvinisme extrême et l'esprit raciste du discours, il y a au cœur de cette affaire une préoccupation importante pour le peuple américain : qui définit la citoyenneté aux États-Unis ?

Selon le président Trump, c'est à lui de définir qui est et qui n'est pas un citoyen dans « son Amérique ». Malgré sa définition particulièrement étroite et raciste qui est rejetée par tous sauf par

une poignée de fanatiques de son espèce, le vrai problème est la pratique aux États-Unis où c'est l'État qui définit le citoyen et non les citoyens qui définissent l'État. Par le fait même, ce n'est pas le peuple qui définit ses droits et devoirs du fait de son existence.

L'existence, les qualités et les convictions des citoyens doivent-elles être déterminées par ceux qui ont usurpé le monopole de l'usage de la force et de la coercition en s'appuyant sur une Constitution et des lois obsolètes qui cherchent à donner cette légitimité ? Non, cela ne devrait pas être le cas. C'est le peuple qui doit définir la citoyenneté et lui donner un contenu conforme à ses besoins et aux exigences de l'époque d'une manière qui le favorise.

Le lieu du discours du 3 juillet et le discours lui-même ont été utilisés pour attaquer le mouvement de masse qui se poursuit aux États-Unis. Il est clair que Trump utilise la déclaration souvent répétée qu'il est un président de la loi et de l'ordre pour s'opposer à la lutte du peuple pour affirmer ses droits. Mais le choc entre les exploiters et les opprimés sur la direction que prend le pays, la colère contre les échecs du gouvernement concernant la pandémie de la COVID-19 et le rejet catégorique de la violence et de l'impunité policières retentissent de plus en plus fort. La revendication d'égalité et de responsabilité l'emporte sur les menaces de répression par la violence de Trump.

Malgré les dissensions dans les rangs de l'élite dominante pour et contre Trump, la classe dirigeante dans son ensemble se préoccupe surtout de bloquer l'émergence d'une conception moderne des droits et de la citoyenneté à laquelle donne naissance la lutte du peuple pour affirmer ses droits. Les divergences portent sur la manière de donner l'impression de gouverner au nom de la nation alors que les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. Elles portent également sur qui doit être nommé à la présidence, qui pourra donner le mieux une apparence de légitimité à son monopole sur l'utilisation de la force. Si Trump ne peut pas le faire et ne parvient pas à réprimer la révolte dans les rangs de l'élite et la révolte du peuple contre l'élite, alors la classe dirigeante cherchera quelqu'un qui peut le faire. C'est la recherche d'une telle personne que nous voyons dans la préparation des conventions des démocrates et des républicains, prévues pour les 17-20 août et 24-27 août respectivement, et dans la campagne électorale en cours. La Constitution obsolète ne peut pas les aider dans ce choix parce que les conditions qui ont donné naissance à cette constitution n'existent plus.

Une conception moderne des droits déclare que tous ceux qui constituent le corps politique sont des membres égaux qui ont les mêmes droits de décider de la qualité et de la forme de ce corps politique. Un corps politique ne peut plus tolérer une hiérarchie de privilèges accordés par ceux qui ont les bonnes relations. Il ne peut plus tolérer d'être divisé entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, ceux qui gouvernent et ont le monopole du recours à la force et ceux qui sont gouvernés et n'ont rien.

Plusieurs fois dans son discours du mont Rushmore, Donald Trump a souligné que pour être considéré comme Américain, il faut croire en ce que l'État décide. Cela signifie qu'il faut soutenir l'armée et ses guerres, ce qui a été démontré en partie par le survol de la Garde nationale aérienne et des Blue Angels de la marine américaine pendant l'événement. En même temps qu'il proclamait que le 4 juillet est « le jour le plus important de l'histoire des nations », Donald Trump a dit que « le cœur de tout Américain doit être rempli de fierté, chaque famille américaine doit se réjouir ». La menace implicite est que s'ils ne le font pas, ils subiront rapidement le sort qu'ils méritent.

« Notre nation assiste à une campagne impitoyable pour effacer notre histoire, diffamer nos héros, effacer nos valeurs et endoctriner nos enfants, a déclaré Donald Trump. Des foules en colère essaient de démolir les statues de nos fondateurs, de défigurer nos monuments les plus sacrés et de déclencher une vague de crimes violents dans nos villes. Beaucoup de ces gens ne savent pas pourquoi ils font cela, mais certains savent exactement ce qu'ils font. Ils pensent que le peuple américain est faible, doux et soumis. »

Ceux qui se dressent aujourd'hui contre les agressions racistes organisées par l'État, contre la puissance esclavagiste et sa Confédération qui défendait le système esclavagiste, qui se dressent contre la violence et l'impunité de la police et de l'armée sont les « ils ». Ce « ils » est exclu du « peuple américain », dit Trump. Partant de cette affirmation, ce « ils » peut légitimement être ciblé comme « l'ennemi ». Et ce n'est ni une erreur de formulation de sa part, ni une exagération sur la manière dont sont catégorisés ceux qui cherchent à donner naissance à une définition moderne des droits. Le thème est répété tout au long du discours.

« Ceux qui cherchent à effacer notre héritage veulent que les Américains oublient notre fierté et notre grande dignité, afin que nous ne puissions plus nous comprendre nous-mêmes ni comprendre la destinée de l'Amérique », a déclaré Donald Trump. « Nous allons démasquer ce mouvement dangereux, protéger les enfants de notre nation, mettre fin à cette attaque extrémiste et préserver notre mode de vie américain bien-aimé. »

Le « mode de vie américain » et la « destinée » que les dirigeants s'efforcent de protéger sont précisément ce qui est remis en cause par ce mouvement de masse d'une ampleur, d'une portée, d'une vigueur et d'une détermination sans précédent. Ni Trump ni aucun des experts qui ont commenté le discours n'ont l'intention de s'arrêter sur le fait que ce « mode de vie » est responsable de centaines d'années d'esclavage et de génocide des Africains et des peuples autochtones (et que Washington, Jefferson et Lincoln ont tous imposé) et que cela continue à ce jour.

C'est un camouflage de l'utilisation de la force armée contre le Mexique et une déclaration que les vastes territoires que se sont appropriés les États-Unis n'ont pas été volés au Mexique. C'est pour détourner l'attention de la discrimination continue et qui s'intensifie contre les Américains mexicains, de la colonisation de Porto Rico qui continue à ce jour et de la discrimination contre les personnes d'origine latino-américaine, caribéenne et asiatique, et la « destinée » des États-Unis comme puissance impérialiste mondiale responsable d'innombrables guerres, occupations, massacres et génocides à l'échelle mondiale, dont Théodore Roosevelt était l'un des principaux architectes.

Alors que le peuple exige que les institutions de gouvernance libérales obsolètes soient remplacées par des institutions modernes qui répondent aux besoins de l'époque, Trump a une fois de plus ciblé les gouverneurs et les maires qui ne feront pas ce qu'il ordonne. Cela reflète les profondes divisions entre les dirigeants et leur bureaucratie militaire et leurs agences de police quant à la manière dont les États-Unis peuvent maintenir leur monopole sur l'usage de la force pour défendre leur domination sur le territoire national et à l'étranger.

« Le chaos violent que nous avons vu dans les rues des villes dirigées par des démocrates libéraux, dans tous les cas, est le résultat prévisible d'années d'endoctrinement extrême et de préjugés dans l'éducation, le journalisme et d'autres institutions culturelles. Mes compatriotes américains, il est temps de parler haut et fort et puissamment et de défendre l'intégrité de notre pays », a déclaré Donald Trump.



Qui sont les « compatriotes américains » que Trump tente de rallier ? Le nombre des personnes présentes dans les manifestations actuelles se chiffre à entre 15 et 20 millions. Leur « Amérique »

n'est pas celle que décrit Trump. Ce que veulent les Américains est inscrit sur leurs pancartes, leurs peintures murales et leurs peintures de rue et exprimé dans leurs slogans. Les pancartes que portent les manifestants, en particulier celles qui concernent l'immigration et la séparation des familles et celles contre l'impunité de la police, montrent clairement que l'Amérique de Trump n'est pas « l'Amérique » du peuple. Si la conception du « peuple » de Donald Trump est conforme à ce que contient la Constitution américaine, ce n'est pas la conception des millions de personnes qui descendent dans les rues pour parler en leur propre nom et se représenter elles-mêmes. Elles n'acceptent pas un corps politique dans lequel ceux qui gouvernent représentent des intérêts privés étroits et sont au-dessus des gouvernés.

Les dirigeants redoutent la prise de conscience du fait que le « mode de vie » louangé par les élites, dont celui de Trump n'est qu'une variante, et les arrangements de gouvernement qui le protègent ne représentent pas le peuple, ne servent pas les intérêts des peuples du monde ni des États-Unis. Les dirigeants n'ont aucune intention d'apporter une nouvelle direction qui ouvre une voie vers l'avant parce qu'ils sont tous au service d'intérêts privés étroits. Pour les élites, les institutions démocratiques libérales sont la fin de l'histoire, l'apogée de ce à quoi la civilisation humaine a donné naissance. C'est pourquoi de nombreux membres de la classe dirigeante qui s'opposent à Trump disent qu'il s'écarte de la Constitution et que les institutions démocratiques libérales doivent triompher. Ils cachent le fait que ces institutions sont obsolètes et que la Constitution est obsolète. Celles-ci ne peuvent plus résoudre les contradictions dans les rangs des dirigeants ou entre les dirigeants et le peuple qui exige des arrangements qui correspondent à l'époque et répondent à ses besoins.

Le peuple des États-Unis lutte pour sortir la démocratie des limites imposées durant la période de la révolution américaine et de la guerre civile et par les développements ultérieurs. Il cherche à mettre en place une démocratie qui lui est propre et qui lui donne le pouvoir de gouverner et de prendre les décisions qui touchent sa vie.





Les défenseurs de la terre sioux et leurs sympathisants ont bloqué la route du mont Rushmore quelques heures avant le discours de Trump le 3 juillet 2020. Ils ont déclaré que Donald Trump n'était pas le bienvenu et que le monument du mont Rushmore a été construit sur des terres volées.



Le peuple compte sur ses propres forces, non sur l'État, pour changer la situation

- *Voice of Revolution* -



Grande manifestation à l'appel des débardeurs d'Oakland, en Californie, pour marquer le Juneteenth. Des actions semblables ont été organisées par les travailleurs dans plusieurs villes portuaires des États-Unis.

Des millions de personnes dans tout le pays exigent que les institutions brisées de gouvernance libérales soient remplacées par des institutions modernes qui répondent aux besoins de l'époque. Pour surmonter cette résistance croissante, un aspect de la campagne de désinformation des dirigeants aux États-Unis est de prétendre que le seul rôle du « peuple » est en tout temps de faire

appel à l'État et à ses gouvernements en place pour faire les changements que le corps politique exige. Le peuple devrait limiter ses combats à faire pression sur ceux qui sont au pouvoir pour qu'ils fassent ce qui est juste et équitable. Cependant, la culture de résistance aux États-Unis, que ce soit actuellement ou dans le passé, révèle en fait le contraire : ce sont les esclaves eux-mêmes qui ont été au coeur de leur libération au moment de la guerre civile américaine, en combattant aux côtés de la classe ouvrière du Sud et du Nord, pour détruire le pouvoir esclavagiste et pour gagner leur droit de participer à la vie politique du pays.

Le mouvement d'aujourd'hui dans lequel les travailleurs et les jeunes afro-américains et les travailleurs de tous les horizons jouent un rôle principal, ne se satisfait pas non plus de réformer l'ordre ancien. Il exige des changements fondamentaux et commence à définir ce qu'ils sont. De nombreuses mesures sont prises dans les communautés à travers les États-Unis pour informer et mobiliser les gens pour qu'ils expriment les changements que le peuple veut. Le peuple compte sur ses propres forces organisées pour apporter les changements qui lui sont favorables.

De même, les peuples autochtones continuent de défendre leurs terres et de lutter pour la reconnaissance de leurs droits. Donald Trump a choisi de faire un discours au mont Rushmore, qui se trouve sur les terres non cédées des Sioux. Wounded Knee, le lieu d'un massacre par les États-Unis de centaines d'enfants, de femmes et d'hommes en 1890, n'est qu'à environ 120 km de là. C'est également le lieu de raids répétés du FBI contre les Amérindiens qui exigeaient dans les années 1970 le respect de leurs droits, au cours desquels des dizaines de personnes ont été tuées.



L'organisateur Leonard Peltier a été accusé à tort de meurtre lors d'un raid en 1975. Il reste aujourd'hui l'un des plus anciens prisonniers politiques détenus dans des prisons américaines. Malgré les preuves qu'il était victime d'un coup monté, Leonard Peltier a été expulsé du Canada parce que la demande d'extradition américaine était conforme au traité d'extradition entre le Canada et les États-Unis. L'État fédéral américain refuse de libérer Leonard Peltier parce qu'il n'a pas renoncé à lutter pour les droits des peuples autochtones et continue de participer aux efforts d'organisation[1].

La lutte plus récente des protecteurs de l'eau à Standing Rock, à laquelle se sont joints des gens de partout au pays et même du monde, est encore un exemple de la détermination de la résistance des peuples autochtones aux États-Unis et de la revendication de reconnaissance de leurs droits tels que définis par eux-mêmes et non par l'État génocidaire américain.

Pour de nouvelles relations et une démocratie moderne

Les conceptions promues par les dirigeants que l'État détermine la société, que la constitution détermine la démocratie et les institutions démocratiques et qu'elles sont les meilleures au monde et éternelles sont mises de l'avant pour cacher l'ensemble des rapports sociaux entre les humains et entre les humains et la nature. Elles cachent ce que ces rapports révèlent, c'est-à-dire la nécessité pour le peuple de s'investir du pouvoir afin d'ouvrir la voie au progrès de la société.

C'est la société, avec son ensemble de relations humaines entre les humains et entre les humains et la nature qui constitue la base de l'État, et non l'inverse. On prétend que l'État est séparé et indépendant de ce qui se passe dans nos vies. En fait, les dirigeants ont établi un État qui se place au-dessus de la vie de chacun et s'immisce dans tous les aspects de la vie, comme cela est très évident aujourd'hui. Néanmoins, sur la base de cette conception intéressée d'un État neutre,

indépendant, parfaitement conçu, les relations humaines existant dans la société sont ignorées. Le peuple est plutôt censé considérer l'État, ses gouvernements, ses institutions et la Constitution comme la source du changement.

Ce qu'il faut examiner, c'est le rapport direct dans lequel entrent les gens dans la production de leur mode de vie, leurs rapports avec la nature et avec tous les humains. Ces rapports révèlent que les relations de pouvoir existantes qui écartent le peuple du processus décisionnel doivent changer.

L'issue des batailles en cours dépendra de la mesure dans laquelle le peuple reconnaîtra et saisira cette nécessité de changement, la nécessité des transformations profondes exigées par l'histoire. Donald Trump, les élections, la désinformation selon laquelle l'État détermine qui est citoyen et les droits de citoyenneté, sont conçus pour même bloquer l'examen de cette nécessité du pouvoir politique et de lutter pour un processus décisionnel ici et maintenant. Il appartient au peuple de déterminer ce qui est nécessaire, tant sur le contenu que sur la forme, pour assurer une égalité de membres au sein du corps politique. L'appartenance au corps politique du fait que l'on est membre de ce corps politique suffit pour être citoyen, pour être cette personne qui jouit des mêmes droits et devoirs au sein de ce corps politique.



La nécessité de changement signifie que le peuple doit s'armer de sa propre façon de voir le monde et toutes ses relations humaines, de sa propre conception, de sa propre politique et de ses propres institutions. Ce n'est que de cette manière qu'il peut voir et faire naître un avenir brillant pour lui-même en tant que partie intégrante de l'ensemble de l'humanité.

Voice of Revolution est une publication de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis.

Note

1. Le nom de Leonard Peltier est invoqué dans les manifestations actuelles, comme d'autres prisonniers politiques, notamment Mumia Abu-Jamal, dont la présence dans le mouvement qui balaie actuellement les États-Unis se fait sentir de multiples façons. Abu-Jamal est un journaliste et militant politique condamné à tort en 1982 pour le meurtre d'un policier à Philadelphie. Il a été reconnu coupable de meurtre, condamné à mort et après une lutte concertée, condamné à la prison à vie. De nombreuses personnes, en particulier des femmes, dans les camps de détention de Trump ont également exprimé leur soutien et mis de l'avant leurs revendications lors de grèves de la faim et par d'autres moyens.

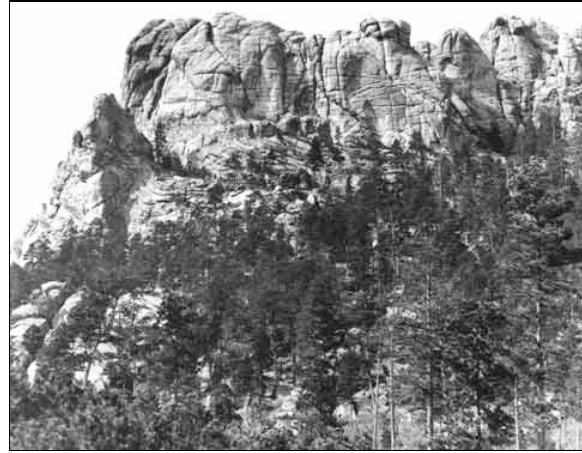


La vraie histoire du mont Rushmore

Ce n'est pas pour rien que Trump a prononcé un discours au mont Rushmore, au Dakota du Sud, célèbre pour les visages sculptés de quatre présidents à même la montagne : George Washington, Thomas Jefferson, Abraham Lincoln et Théodore Roosevelt. On dit de ces quatre présidents qu'ils ont tracé la destinée du pays et de son peuple. Mais les faits sont têtus et racontent une autre histoire.

La montagne choisie pour l'emplacement du monument est connue sous le nom de « Six Grands-Pères » (T̥h̥uŋká ila ákpe) nommé par le peuple Lakota, d'après la Terre, le Ciel et les quatre directions.

C'est un lieu sacré et la terre qui l'entoure est un territoire autochtone non cédé. Les sept tribus de la Grande Nation des Sioux ne l'ont jamais consenti à céder leurs droits sur cette terre ; le traité de Fort Laramie en 1868, que les tribus ont signé, leur garantissait « une utilisation et une occupation paisibles » des terres des Six Grands-Pères, où se trouve le mont Rushmore.



La montagne des Six Grands-Pères en 1905
(National Park Service)

Neuf ans plus tard, le gouvernement des États-Unis a rompu le traité et saisi violemment les Black Hills (Pahá Sápa en Lakota) afin d'extraire de l'or et d'autres ressources. De nombreuses tentatives pour obliger le gouvernement américain à rendre des comptes ont été tentées, dont une manifestation en 1970 au cours de laquelle 23 activistes autochtones ont grimpé au sommet du monument.

En 1980, la Cour suprême des États-Unis a finalement convenu avec la Grande Nation Sioux que les terres avaient été illégalement prises et elle a accordé à la nation 102 millions de dollars en fiducie.

La fiducie a atteint plus d'un milliard de dollars, mais l'argent n'a pas été encaissé. Les tribus refusent l'argent car cela équivaudrait à une transaction de vente, à laquelle elles n'ont jamais consenti.

Le président des Sioux d'Oglala Lakota, Julian Bear Runner, a demandé le 30 juin le retrait du monument. Le président de la tribu des Sioux de Cheyenne River, Harold Fraizer, a fait de même le 25 juin[1].

Ce n'est pas une coïncidence que Trump ait tenu le 3 juillet un discours au Mount Rushmore. Les sculptures des quatre présidents sont l'œuvre d'un dénommé Gutzon Borglum, qui « s'inquiétait qu'une 'horde de chiens errants' ne submerge la pureté 'nordique' de l'Ouest, ce qu'a répété Trump le 3 juillet. Borghum avait dit : 'Je ne ferais pas confiance, je dirais, à 9 Indiens sur 10. En revanche, je ne ferais pas confiance à 1 homme blanc sur 10.' » Borghum a côtoyé le Ku Klux Klan, « une organisation qui a revu le jour lors d'une cérémonie illuminée aux torches au sommet de Stone Mountain en Géorgie en 1915 »[2].

Borglum a aussi été embauché pour construire une statue confédérée sur Stone Mountain en hommage au général confédéré Stonewall Jackson qui jusqu'à ce jour est un symbole du KKK, des défenseurs de la confédération et de la main-d'œuvre esclavagiste et d'autres forces racistes organisées par l'État. On ne peut prouver que Borglum a officiellement adhéré au Klan, qui a contribué financièrement au projet du mont Rushmore, écrit John Talaiferro, qui a écrit l'histoire du mont Rushmore, mais « néanmoins, il est devenu profondément engagé dans la politique du Klan »[3].

Des manifestations pour rejeter les efforts visant à diviser et à détourner le peuple et pour défendre les droits de tous ont été organisées à Stone Mountain et au mont Rushmore. Des efforts sont faits pour renommer Stone Mountain et supprimer la sculpture célébrant la Confédération. Des manifestations militantes ont eu lieu le 3 juillet contre Trump, les attaques racistes organisées par

l'État et la dépossession des peuples autochtones au mont Rushmore.



Manifestation contre la dépossession des peuples autochtones sur la route du mont Rushmore, le 3 juillet 2020

Notes

1. Information tirée d'un article de Unicorn Riot, le 3 juillet 2020.
2. smithsonian.com
3. John Taliaferro, « Great White Fathers », 2002



Les manifestations se poursuivent aux États-Unis

Grève nationale pour la vie des Noirs le 20 juillet



« Aujourd'hui, en ce moment national de reddition de comptes, la classe ouvrière exige des changements fondamentaux au système brisé des États-Unis. Les gens convergent dans la Grève pour la vie des Noirs pour déclarer que tant que les Noirs ne s'épanouissent pas, aucune communauté ne peut s'épanouir. » - Mary Kay Henry, présidente du Syndicat international des employés de service (SEIU)

Les travailleurs de la restauration rapide, des résidences pour aînés, du covoiturage, des travaux agricoles, des aéroports et plusieurs autres participeront le 20 juin à la Grève pour la vie des Noirs et des milliers d'autres vont débrayer pour 8 minutes, 46 secondes, pour commémorer George Floyd, Breonna Taylor, Elijah McClain et d'autres personnes noires tuées par la police, informe le SEIU. Partout au pays, les jeunes et les activistes pour le climat participeront aux actions, informe le syndicat. Les actions « affronteront la triple menace de la suprématie blanche, de l'urgence de la santé publique et de l'économie brisée », dit le syndicat.



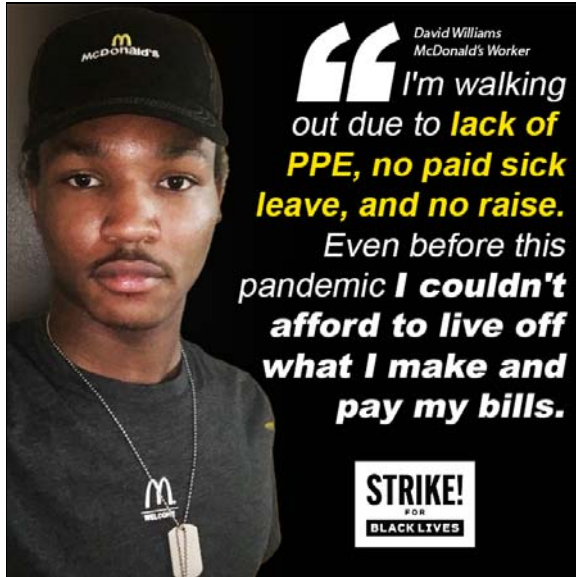
D'importantes organisations syndicales nationales, y compris le SEIU, la Fraternité internationale des Teamsters, la Fédération des enseignants et enseignantes des États-Unis, les Travailleurs agricoles unis, l'Alliance nationale des travailleurs domestiques et la Lutte pour 15 dollars et un syndicat se joindront aux principales organisations pour la justice raciale et sociale telles que le mouvement Black Lives Matter, la Campagne en appui aux pauvres, l'Appel national à la renaissance morale, March On, la Coalition de l'avenir, la Coalition des jeunes des États-Unis pour la grève pour le climat, le Centre pour la démocratie populaire, Emplois et Justice et un salaire équitable.

Voici des extraits du communiqué de presse du syndicat :

« Des entreprises comme McDonald's ne peuvent pas, d'une part, gazouiller que 'la vie des Noirs compte' et, de l'autre, nous verser des salaires de misère, nous refuser des congés de maladie et de l'EPI », dit Angely Rodriguez Lambert, une travailleuse de McDonald's à Oakland et dirigeante de Lutte pour 15 dollars et un syndicat. « Nous allons en grève parce que McDonald's et d'autres compagnies de la restauration rapide ne nous ont pas protégés durant une pandémie qui a ravagé les communautés noires et brunes partout au pays. Nous allons continuer de nous rassembler et de parler tout haut jusqu'à ce que McDonald's et d'autres compagnies répondent à nos actions d'une façon qui montre que nos vies ont de la valeur pour elles.

Au Missouri, des travailleurs en grève vont se rassembler devant le MacDonald's à Ferguson, suivi par une marche jusqu'au monument dédié à Michael Brown, qui a été tué par la police en 2014. Le représentant Rasheen Aldridge, un ancien dirigeant de Lutte pour 15 dollars et un syndicat, fera partie des grévistes. À Détroit, des travailleurs du McDonald's et d'autres travailleurs de la restauration rapide se joindront aux travailleurs des résidences pour aînés de toute la ville qui débrayeront pour dénoncer l'incapacité de l'industrie à protéger sa main-d'oeuvre principalement noire pendant la pandémie de la COVID-19 et à respecter les travailleurs pour le travail essentiel qu'ils ont accompli. Dans les villes jumelles, où Floyd a été tué, des travailleurs de résidences pour aînés en grève participeront à une caravane qui s'arrêtera, entre autres, à l'aéroport, où viendront les retrouver pour manifester les travailleurs d'aéroport y compris les préposés aux fauteuils roulants et à l'entretien des cabines qui revendiquent 15 dollars de l'heure et des mesures justes et sécuritaires

qui permettront d'accueillir les gens dans les espaces publics et de voyage. À Los Angeles, les travailleurs de la restauration rapide et des résidences pour aînés participeront avec les chauffeurs et les livreurs d'Uber et de Lyft, les travailleurs d'entretien et de la sécurité et d'autres dans une caravane d'automobiles dont le point de départ sera un McDonald's. La caravane s'arrêtera en chemin devant le conseil scolaire des écoles unifiées de Los Angeles et l'Université de la Californie du Sud, où ils revendiqueront que le deuxième plus important conseil scolaire du pays et l'université cessent d'avoir recours au Service de police de Los Angeles sur les campus.



Des grèves auront aussi lieu à Boston, Chicago, Denver, Durham, Harrisburg, Hartford, Houston, Los Angeles, Memphis, Miami, Milwaukee, New Martinville, Oakland, Orlando, Philadelphie, Pittsburg, Providence, Sacramento, Scranton, Seattle, St.Paul, Toledo, Yakima, et plusieurs autres.

« Ici à Détroit, nous, travailleuses de résidences pour aînés, sommes au coeur de la crise de la COVID-19. Nous mettons notre vie en danger à chaque jour sans EPI adéquat, sans congés de maladie ni personnel adéquat, » a dit Trece Andrews, une travailleuse de résidence pour aînés de Détroit, au Michigan. « Des milliers de travailleurs et de résidents ont perdu leur vie de façon insensée. J'ai vu de mes propres yeux l'effet

dévastateur de ce virus sur la communauté noire, révélant le racisme systémique qui a toujours été présent. Voilà pourquoi je participe à la Grève pour la vie des Noirs : pour exiger de plus grandes protections pour mes collègues de travail, pour nos résidents et pour les travailleurs partout au pays. »

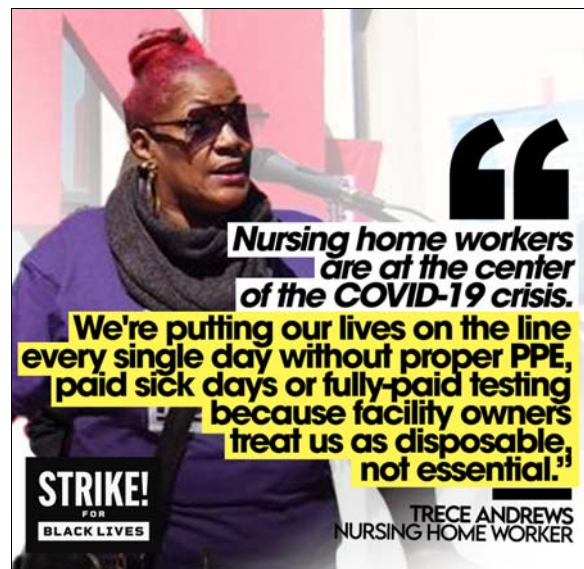
Démanteler les politiques racistes

Les travailleurs revendiquent des gouvernements et des entreprises des solutions qui ciblent les communautés de couleur et démantèlent les politiques racistes pour veiller à ce que chaque famille soit en santé, en sécurité, peu importe l'origine, le statut d'immigration, l'emploi ou le lieu de domicile. Plus précisément, les travailleurs en grève revendiquent :

La justice pour les communautés noires, accompagnée d'une déclaration que la vie des Noirs compte, une première étape essentielle pour obtenir justice pour tous les travailleurs.

Que les élus officiels et les candidats à tous les niveaux fassent valoir leur autorité exécutive, législative et réglementaire afin de commencer à réécrire les règles et réimaginer notre économie et notre démocratie pour que les communautés de toutes origines puissent s'épanouir.

Que les entreprises agissent immédiatement pour démanteler le racisme, la suprématie blanche et l'exploitation économique partout où elle existe, y compris dans nos endroits de travail. Ce qui veut



dire que celles-ci doivent augmenter les salaires, permettre aux travailleurs de s'organiser en syndicats, offrir des soins de santé, des congés de maladie et une assurance-santé élargie aux gens qui n'en ont pas ou qui les ont perdues en même temps que leur emploi en raison de la pandémie de la COVID-19, des services de garderie, et plus, pour mettre fin au cycle multigénérationnel de pauvreté engendré par leurs attaques anti-ouvrières.

Que chaque travailleur puisse former un syndicat, peu importe son endroit de travail.

« Nous ne pouvons réaliser la justice économique sans la justice raciale », a dit Mary Kay Henry, présidente du SEIU. « Depuis la fondation même de notre nation, la suprématie blanche et l'exploitation économique sont intrinsèquement liées. Aujourd'hui, en cet instant national de reddition de comptes, la classe ouvrière exige des changements fondamentaux au système américain brisé. Ils convergent dans la Grève pour la vie des Noirs pour affirmer qu'aucune de nos communautés ne pourra s'épanouir tant et autant que la communauté noire de s'épanouit pas. »

Pourquoi nous faisons la grève pour la vie des Noirs

En cet instant de reddition de comptes nationale, la classe ouvrière de tout le pays et ses alliés dans les luttes interreliées pour la justice sont solidaires dans La grève pour la vie des Noirs.



Le révérend et docteur William Barber II, président des Réparateurs de la brèche et co-président de la Campagne en appui aux pauvres : un appel national à la renaissance morale : « Nous devons montrer à la nation que si vous écorchez au passage un menteur, vous trouverez un voleur. Si vous écorchez au passage un raciste, vous trouverez un voleur qui cherche à voler les soins de santé, les salaires décents pour les remettre aux intérêts des entreprises, traitant les entreprises comme des personnes et traitant les personnes comme des choses. Nous ne pouvons parler de justice raciale en ce moment sans parler d'inégalité des revenus. Nous devons exiger une augmentation pour tous – les personnes noires, blanches, brunes, autochtones et asiatiques pauvres et à

faible revenu. En d'autres mots : tout le monde est inclus, personne n'est exclus. »

Sandra Ellington, préposée à l'entretien en Ohio : « En dépit de toute cette souffrance, j'ai espoir parce que cette fois, c'est différent. Cette fois, il s'agit d'un mouvement ! Les gens ne veulent pas le dire, mais moi, je ne suis pas gênée de le dire : c'est une révolution ! En tant que mère, à chaque fois que j'entends dans ma tête les dernières paroles de George Floyd qui demandait pour sa mère, à chaque fois que j'y pense, mon cœur tremble. Je pense à mon propre fils, je le veux sain et sauf, et considéré pour ce qu'il est : un être humain. »

Ash-Lee Woodard Henderson, codirectrice générale du Centre d'éducation et de recherche Highlander et membre du Mouvement pour des tables politiques et stratégiques pour la vie des Noirs : « Les entreprises géantes comme Walmart et McDonald's profitent de l'injustice raciale et de l'inégalité. Elles prétendent appuyer Black Lives Matter, mais leur modèle d'affaires fonctionne sur la base de l'exploitation du travail des Noirs – faisant passer quelques dollars pour des 'salaires décents' et prétendant être étonnés lorsque la COVID-19 rend les personnes noires qui constituent leurs travailleurs essentiels malades. Elles le font sans conséquence. Notre économie,

celle du passé et celle d'aujourd'hui, dépend de la servitude des Noirs, et pourtant on nous vole nos salaires, nos soins de santé, nos congés de maladie payés, et plus encore. Le pouvoir des entreprises constitue une menace pour la justice raciale, et la seule façon de mettre en place une nouvelle économie est en s'attaquant aux forces qui ne sont pas entièrement dévouées au démantèlement du racisme. »

James P. Hoffa, président général de la Fraternité internationale des Teamsters : « Nous exigeons des actions des entreprises et du gouvernement pour démanteler la suprématie blanche et pour assurer la santé, la sécurité et le bien-être économique de chaque travailleur. C'est un moment décisif, une chance de décider qui nous sommes en tant que nation. Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur les effets mortels du racisme structurel au sein de l'économie et de la démocratie américaines. »

Adam Neville, coordonnateur national, XR Youth US : « Les jeunes l'ont dit clairement : nous ne resterons pas passifs alors que notre avenir est détruit devant nos yeux. Nous sommes déterminés à souligner ce moment comme celui du tournant pour la justice. Retourner à la normale ne serait qu'être complice du meurtre de la liberté et de l'avenir des personnes noires, et notre libération collective requiert que tous les mouvements luttent pour la protection de la vie des Noirs. Le mouvement pour le climat dirigé par les jeunes est solidaire de la Grève pour la vie des Noirs et sera présent en grand nombre le 20 juillet parce que réimaginer notre avenir est notre seul choix. »

Sonja Ogburn, responsable des services aux immeubles pour les écoles publiques du comté Montgomery à Bethesda, au Maryland : « Tout le monde devrait se sentir en sécurité et avoir le droit de vivre en ce monde. Lorsque nous parlons de justice et d'égalité, ce n'est pas que pour les riches et les Blancs, mais pour tout le monde. Et ce ne sont pas que les personnes noires qui se battent, mais les gens de toute origine, croyance et couleur. »

Randi Weingarten, présidente de la Fédération américaine des enseignants et enseignantes (AFT) : « Nous vivons présentement trois grandes crises – une crise sanitaire, une récession économique et un racisme systémique, et le tout est exacerbé par un président qui jette l'huile sur le feu et cherche à diviser, et non guérir. La pandémie mondiale de la santé, le racisme et la récession exposent et exacerbent les inégalités de longue date et qui persistent. L'AFT appuie nos soeurs et frères qui font la Grève pour la vie des Noirs. Nous ne pouvons feindre ne pas voir l'impact négatif du racisme structurel, et nous serons solidaires avec nos alliés qui exigent justice et qui veulent bâtir un avenir plus égalitaire pour tous. »



Reportage photo

- Du 4 au 17 juillet -

New York, New York





Boston, Massachusetts



Baltimore, Maryland



Une statue de Christophe Colomb est renversée le 4 juillet 2020

Pittsburgh, Pennsylvanie



Columbus, Ohio





Washington, District de Columbia



Saint-Paul, Minnesota





La marche nationale des mères contre la violence policière, le 12 juillet 2020, a permis de rassembler les familles d'environ 180 personnes tuées aux mains de la police provenant de différentes régions des États-Unis.

Minneapolis, Minnesota





Détroit, Michigan



Rassemblement et marche du 11 juillet 2020 en réponse à la mort ce jour-là d'un Afro-américain de 19 ans, Hakim Littleton, aux mains de la police

Grosse Pointe, Michigan



Rally and march July 15, 2020 demands justice for Priscilla Slater, who died in police custody a month earlier.

Lansing, Michigan

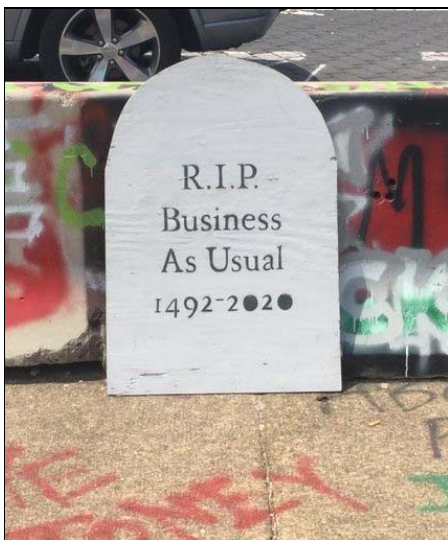


Chicago, Illinois



Richmond, Virginia





Indianapolis, Indiana



Louisville, Kentucky



Une manifestation a lieu sur la pelouse du procureur général du Kentucky pour exiger que des accusations soient portées contre les trois policiers qui ont tué Breonna Taylor. La police a arrêté 87 personnes pour un crime de catégorie D pour avoir « intimidé » un participant durant une procédure judiciaire.



Une murale récemment inaugurée qui rend hommage à Breonna et à d'autres qui ont été tués par la police.

Charleston, Caroline du Sud



Nashville, Tennessee





Atlanta, Géorgie



Dallas, Texas



Houston, Texas



Austin, Texas



Dakota du Sud



Des membres de différents peuples autochtones et des activistes bloquent l'accès au monument national du mont Rushmore avant le discours de Donald Trump, le 3 juillet 2020.

Phoenix, Arizona



Carson City, Nevada



Aurora, Colorado



Oakland, California



Ventura, Californie



Portland, Oregon



Seattle, Washington



(Photos: S.J. Jackson, Left Voice, *Queers Nac NYC*, D. Rivoli, S. Cassesse, Unicorn Riot, Becker 1999, C. Modi,



Ne touchez pas au Venezuela!

Le Venezuela dénonce les provocations inexcusables du Southern Command des États-Unis dans la zone contiguë

**- Le ministère des Affaires étrangères du Pouvoir populaire de la République
bolivarienne du Venezuela -**



Hamilton, 20 février 2020

Dans un communiqué de presse du 15 juillet, le Southern Command des États-Unis a déclaré que l'un de ses navires de guerre prétendument engagé dans des « opérations accrues de lutte contre les stupéfiants » dans les Caraïbes avait « contesté la revendication maritime excessive du Venezuela dans les eaux internationales » dans ce qu'il a appelé une opération de liberté de navigation. En réponse, le gouvernement vénézuélien a publié le communiqué suivant.

La République bolivarienne du Venezuela s'adresse à la communauté nationale et internationale à l'occasion de sa dénonciation des déclarations infâmes publiées par le Southern Command des États-Unis par le biais de ses comptes de médias sociaux officiels, dans lesquelles ils soulignent que le Venezuela exerce un « contrôle excessif » sur les eaux sous sa juridiction tandis que le navire de guerre USS PINCKNEY (DDG-91) naviguait dans notre zone contiguë à une distance de seize virgule un (16,1) milles nautiques de la côte vénézuélienne.

L'entrée illégale du navire américain dans les eaux juridictionnelles vénézuéliennes est une violation claire du droit maritime international et ne peut être décrite que comme un acte de provocation inexcusable - erratique et enfantin - qui est le résultat de la récente visite de Donald Trump au commandement militaire susmentionné en Floride, dans le cadre de sa campagne désespérée pour attirer le vote latino-américain dans cet État en échange d'une agression permanente et illégale contre le Venezuela.

Les institutions de la République bolivarienne du Venezuela, en particulier ses Forces armées

nationales boliviariennes, veilleront à tout prix au respect de la souveraineté sacrée et de l'intégrité territoriale du Venezuela conformément au droit international, en envisageant toutes les actions jugées nécessaires, sans tomber dans des provocations absurdes destinées à perturber la paix et la tranquillité des Vénézuéliens ainsi que des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes.

Caracas, 16 juillet 2020

(Traduit de l'anglais par LML)



L'absurde discours politique anti-Maduro

- Pino Arlacch -

Pino Arlacch est un ancien secrétaire adjoint à l'ONU. Il est présentement membre du parlement européen pour le sud de l'Italie.

La nouvelle de l'accusation contre le président Maduro et les membres de son gouvernement de trafic de drogue m'a laissé pantois. J'ai vu beaucoup de choses mais pour ce qui est de la persécution contre le Venezuela, honnêtement, je ne pensais pas que l'association criminelle au pouvoir aux États-Unis irait aussi loin.

Après avoir volé 5 milliards de dollars des ressources financières du Venezuela déposées dans des banques dans 15 pays, après avoir instauré un blocus sur l'ensemble de l'économie du pays par des sanctions atroces, dans le but de frapper la population civile pour la pousser à se rebeller (sans succès) contre son gouvernement, et après quelques tentatives de coup d'État ratées, voici la dernière salve, la calomnie la plus infâme.

Le coup est tellement disproportionné que je ne pense pas qu'il ait de conséquences importantes. Ni les Nations unies, ni l'Union européenne, ni la majorité des États de la planète qui ont voté en faveur de l'actuel exécutif du Venezuela et de son président lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier n'accorderont la moindre crédibilité à cet épisode de guerre asymétrique.

Rien ne se passera car il n'y a pas la moindre preuve pour soutenir la calomnie selon laquelle le Venezuela a inondé ces dernières années les États-Unis de cocaïne.

Je suis également perplexe parce que je traite depuis 40 ans de la lutte contre les drogues et le Venezuela n'a jamais croisé ma route. Avant, pendant et après mon poste de directeur exécutif de l'ONUDC (de 1997 à 2002), le programme anti-drogue de l'ONU, je n'ai jamais eu l'occasion de visiter ce pays car le Venezuela a toujours été en dehors des principaux circuits du trafic de cocaïne : entre la Colombie, le principal pays producteur, et les États-Unis, le principal pays consommateur.

Sauf dans les fantasmes fiévreux de Trump et de ses associés, il n'y a pas de commerce illégal de stupéfiants entre le Venezuela et les États-Unis. Il suffit de consulter les deux sources les plus importantes sur le sujet, le dernier rapport de l'ONUDC sur les drogues [1] et le dernier document de la Drug Enforcement Administration (DEA), la police antidrogue des États-Unis de décembre 2019 [2].

Selon cette dernière agence, 90 % de la cocaïne introduite aux États-Unis provient de la Colombie, 6 % du Pérou et le reste d'origines inconnues. Vous pouvez être certains que si la

moindre odeur émanait du Venezuela dans les 4 % restants, elle ne serait pas passée inaperçue.

Mais c'est le rapport de l'ONU qui fournit l'image la plus détaillée, mentionnant le Mexique, le Guatemala et l'Équateur comme lieux de transit des drogues vers les États-Unis. Et l'évaluation de la DEA cite les célèbres narcotrafiquants mexicains comme les principaux fournisseurs du marché américain.

Il n'y a aucune référence au Venezuela dans aucune des pages des deux documents. Et dans aucun autre document des agences américaines luttant contre le crime au cours des 15 dernières années (je connais très bien le sujet), il n'y a aucune mention de faits qui pourraient indirectement donner lieu à des accusations contre le président légitime du Venezuela ni contre son gouvernement.

Par conséquent, il s'agit exclusivement de sottises politiques, qui, je l'espère, seront traitées comme telles en dehors du réseau des médias politiques américains.

Notes

1. [World Drug Report 2019](#)

2. [National Drug Threat Assessment 2019](#)

(TelesurTV, 12 juillet 2020. Traduit de l'espagnol par LML)



L'encerclement maritime est au coeur de la stratégie des États-Unis contre le Venezuela

- Ernesto Cazal -

Le scénario d'étranglement économique, financier et commercial imposé par le gouvernement des États-Unis à la République bolivarienne du Venezuela est une nouvelle pièce du casse-tête dans la stratégie de guerre à outrance menée contre le pays du bassin caribéen.

Plus particulièrement, il a des répercussions sur la route de navigation des navires provenant du Venezuela ou qui ont des relations commerciales ou autres avec ses entreprises publiques ou privées. Pour mettre en oeuvre un tel plan d'étranglement, la Marine américaine entreprend de nombreux déploiements partout dans le monde, agissant en tant que polices militaires et unités mobiles postées prêtes à exécuter des opérations navales et des exercices militaires de toutes sortes.



« Par mer, nous pouvons atteindre un site plus rapidement, y rester plus longtemps, apporter avec nous tout ce dont nous avons besoin, sans avoir à demander l'autorisation de qui que ce soit », peut-on lire dans la Stratégie de coopération des forces navales du XXIe siècle de la Marine.

La doctrine globale du Pentagone envisage des activités de corsaires pour lui-même et ses alliés les plus sûrs, et une restriction militaire pour tout ce qui navigue sous les drapeaux sanctionnés par le

département du Trésor ou qui menace d'entraver ses plans, ainsi que ceux de la Maison-Blanche elle-même.

Ces dernières années, le Venezuela a été victime de cette stratégie qui, de pair avec l'embargo imposé par Washington avec toutes ses conséquences et d'autres opérations en appui au « changement de régime », ont mené à un siège sur les hautes mers et le long des côtes des Caraïbes.

La cible principale : l'industrie pétrolière

Récemment, Reuters annonçait que les pétroliers ayant des cargaisons de pétrole prêts au commerce « sont pris au piège » depuis près de deux mois en haute mer en raison du fait que « les raffineries du monde boudent le pétrole de ce pays de l'Amérique latine pour éviter de subir les conséquences des sanctions américaines, selon des sources industrielles, des documents de Petroleos de Venezuela SA (PDVSA) et de certaines données de transport maritime. »

Les exportations de pétrole de PDVSA sont ce que Washington a dans sa mire.

En même temps que le département du Trésor met sur la liste noire des navires et des négociants engagés dans le commerce et le transport de pétrole vénézuélien, il menace de rajouter encore plus de candidats sur sa liste d'entités « sous sanction ».

Reuters cite des données de Refinitiv Eikon :

« Au moins 16 pétroliers transportant 18,1 millions de barils de pétrole vénézuélien sont pris dans des eaux partout dans le monde, alors que les acheteurs les évitent afin d'éviter les sanctions. Il s'agit de près de deux mois de production aux taux vénézuéliens actuels. »

L'agence dit que certains des navires « sont en mer depuis plus de six mois et ont navigué vers divers ports mais n'ont pas pu décharger. Les pétroliers sont rarement chargés d'une cargaison sans qu'il y ait un acheteur. Ceux qui sont en mer sans acheteur finissent habituellement par vendre à rabais. »

Le fardeau financier sur chaque pétrolier mène à d'immenses pertes à chaque délai quotidien de déchargement de pétrole. Le coût d'un navire transportant du pétrole vénézuélien est au moins de 30 000 dollars par jour.

Les compagnies pétrolières qui ont comme client PDVSA n'ont pas réussi à trouver acheteur en raison des mesures coercitives unilatérales. « Même les clients de longue date de PDVSA font des pieds et des mains pour conclure des transactions autorisées en vertu des sanctions, soit pour le remboursement de dettes et l'échange alimentaire », a dit un directeur à Reuters, sous couvert de l'anonymat.

C'est une situation critique pour les exportations vénézuéliennes, alors que la plupart des pays producteurs de pétrole continuent d'éprouver des difficultés à écouler leurs stocks élevés dans un marché à surcapacité.

Tout cela aide les États-Unis à réduire l'appétit d'un grand nombre d'acheteurs de pétrole vénézuélien.

Fondamentalement, ce que le gouvernement de Donald Trump a réussi à faire c'est de monter un encerclement maritime autour du commerce de pétrole brut vénézuélien, empêchant l'État dirigé par Nicolas Maduro de s'approvisionner lui-même en devises étrangères pour des biens et services essentiels à la République bolivarienne et à sa population, tout en sapant l'industrie pétrolière gérée par PDVSA.

Cet objectif est clair depuis que Trump a décidé d'imposer un décret l'année dernière qui a élargi l'ensemble des « sanctions » économiques, financières et commerciales contre le Venezuela. Les récents événements confirment cette thèse.

Un dur coup pour la coopération commerciale et technologique du Venezuela

Il y a un mois, lorsque les premiers navires en provenance de l'Iran ont commencé à traverser l'Atlantique vers la côte des Caraïbes pour approvisionner l'industrie pétrolière du Venezuela en essence et en technologie, les porte-paroles américains ont menacé de les empêcher de décharger en envoyant la Marine harceler les cargos iraniens.

Mais c'est une chose que d'intimider un pays et une autre que de s'en prendre à deux pays, en particulier si l'un d'eux contrôle le détroit de Hormuz, la principale artère commerciale de pétrole dans le monde, où un baril sur cinq dans le monde transite chaque jour. C'est pourquoi les cargos arrivent à destination sans problèmes en dépit de quelques opérations psychologiques mal exécutées.

Dans ce cas, en raison de la nouvelle dynamique qui fait en sorte qu'il y a une contestation grandissante de l'hégémonie anglo-impérialiste, la stratégie des sanctions en faveur des intérêts de Washington s'est avérée moins efficace.

Mais ce qui se passe avec les autres pays et compagnies à l'échelle mondiale est une tout autre situation. Prenons, par exemple, les cargos de pétrole brut vénézuélien qui ont navigué vers la Malaisie, Singapour, l'Indonésie ou le Togo, des pays où la présence américaine est très forte et qui n'ont pas pu acheter le pétrole produit par PDVSA en raison des mesures coercitives unilatérales de la Maison-Blanche et de la surveillance navale menée dans ces latitudes.

C'est dans de telles situations que la coordination entre la Marine et le département du Trésor des États-Unis est nécessaire, quoiqu'informelle.

Grâce à cette stratégie, jusqu'en février 2020, le Venezuela évalue à 116 milliards de dollars les pertes dues à l'embargo.

Provocations

À la lumière des récents développements, nous pouvons conclure que l'embargo maritime tant vanté contre le Venezuela et parrainé par l'administration Trump s'est fait de façon informelle. Ce n'est plus l'approche frontale des années passées, comme celle de 1902, lorsque les navires allemands, britanniques et italiens ont encerclé le pays présidé par Cipriano Castro, ou encore en 1960 contre Cuba, alors que les États-Unis ont décidé que la souveraineté de l'île n'était pas possible dans son « arrière-cour ».

Tôt en avril, il y a eu une nouvelle escalade de l'embargo maritime avec les « opérations antidrogue » de la Marine américaine dans l'hémisphère occidentale, ouvrant la porte à des opérations psychologiques de grande envergure dans les Caraïbes et à la coordination des forces du Commandement du Sud et de renseignements des pays partenaires du Pentagone, en particulier la Colombie et le Brésil.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la présence d'un destroyer de la Marine américaine près de la côte vénézuélienne le mardi 23 juin, que le général Vladimir Padrino Lopez, le ministre de la Défense du Venezuela, a qualifié d'« acte de provocation ».

Padrino Lopez a mis les États-Unis en garde, disant que si les opérations de leurs navires avaient lieu en eaux vénézuéliennes, il y aurait une « forte » riposte de la part des Forces armées nationales boliviennes. « Prenez garde d'envoyer vos navires de guerre à des fins militaires dans les eaux sous notre juridiction », a ajouté le général.

Même si les provocations sont une tactique habituelle de la marine américaine contre ses adversaires, traversant ainsi des frontières maritimes non seulement dans les Caraïbes mais dans d'autres parties du globe (telles que dans la mer de Chine méridionale ou le Golfe persique lui-même), les généraux gringos autorisent généralement ce type d'opération pour recueillir des renseignements et pour créer des tensions. Quels sont leurs objectifs ? Militaires, commerciaux ou les deux à la fois ?

Sans aucun doute, la pression du Commandement du Sud et de ses destroyers qui maraudent dans les Caraïbes, de concert avec la stratégie du département du Trésor, ont donné lieu à un encerclement de grande envergure le long des côtes, qui met la République bolivarienne en état d'alerte et qui fait mal économiquement à la majorité d'entre nous qui vivons au Venezuela.

(Mision Verdad, 25 juin 2020. Traduction: LML)



L'impact de la guerre économique contre le Venezuela

- Pasqualina Curcio -



Il serait impossible d'énumérer toutes les façons dont la guerre déclarée par l'impérialisme contre le Venezuela a nui au pays. Les agressions que nous, les Vénézuéliens, avons connues depuis 1999 ne sont pas seulement économiques ; elles ont également été psychologiques. Il n'y a aucun moyen de mesurer les conséquences de la haine semée par l'opposition antidémocratique, avec sa propagande antisocialiste ; elle s'est répandue au point que des personnes ont été brûlées vivantes parce qu'elles étaient Chavistas. L'indignation ressentie par le peuple vénézuélien envers ceux qui ont vendu leur

terre natale en se disant vénézuéliens est également incommensurable.

Cela dit, si nous nous concentrons sur les effets économiques, nous avons mis à jour les calculs que nous avons faits en mars 2019. Jusque-là, la guerre économique avait causé des pertes atteignant 125 000 000 000 de dollars (125 milliards de dollars). Nous avons calculé les dommages-intérêts correspondants pour l'année 2019 à 68 000 000 000 de dollars (68 milliards de dollars). Ainsi, les pertes économiques totales entre 2016 et 2019 se sont élevées à 194 000 000 000 de dollars. Pour les Vénézuéliens, ces 194 milliards de dollars équivalent à environ 16 mois de production nationale. Avec cet argent, nous aurions pu rembourser l'ensemble de notre dette extérieure, qui est de 110 milliards de dollars, selon la Banque centrale du Venezuela. Ou nous aurions pu avoir suffisamment de ressources pour importer de la nourriture et des médicaments pendant 45 ans.

La répartition de ces pertes est la suivante : 25 milliards de dollars correspondent à l'argent et aux actifs qui nous ont été pillés, tandis que 169 milliards de dollars représentent ce que nous n'avons pas été en mesure de produire de 2016 à 2019, à la suite de l'attaque contre Petroleos de Venezuela SA (64 milliards de dollars) et l'attaque contre le bolivar vénézuélien (105 milliards de dollars). John Bolton a avoué en janvier 2019 : « Nous avons gelé tous les actifs sur le territoire américain de l'entreprise d'État Petroleos de Venezuela SA (Citgo). La mesure d'aujourd'hui totalise 7 milliards de dollars d'actifs bloqués en ce moment, sans compter les plus de 11 milliards de dollars de pertes de recettes prévues en exportations au cours de la prochaine année. »

Selon le ministère des Relations étrangères, les États-Unis et leurs alliés nous ont pillé 25 milliards de dollars. Ils déguisent cela en « sanctions » tandis que d'autres les appellent de manière élégante des mesures coercitives unilatérales, mais ce n'est rien de plus qu'un vol éhonté et un acte de piraterie. Environ 5,4 milliards de dollars sont détenus dans 50 banques, dont les 31 tonnes d'or que la Banque d'Angleterre a conservées. Les actifs et dividendes de Citgo, d'un montant de 18 milliards de dollars, sont également inclus.

Ils nous ont non seulement volés mais, en outre, en janvier 2019, le département d'État américain a annoncé qu'il avait remis les actifs, les biens et les marchandises des comptes bancaires appartenant au gouvernement vénézuélien à Guaido, ce qui signifie qu'il était responsable de l'administration de ces ressources. Nous aimerions savoir combien de ces dollars ont été dépensés pour protéger le peuple du Venezuela en ces temps de quarantaine ? Ce qui est très clair pour nous, c'est que 200 millions de ces dollars ont été alloués à un contrat avec SilverCorp dans le but de payer des mercenaires pour tuer des Vénézuéliens.

En ce qui concerne l'or détenu par la Banque d'Angleterre, nous devons dire que la banque est tenue de le restituer immédiatement à son propriétaire qui en fait la demande. Maintenant, il semble, selon les Anglais, que le propriétaire soit Guaido, qui, selon eux, est le « président par intérim » du Venezuela. C'est un vol si flagrant que seuls les crédules peuvent croire quelque chose d'aussi absurde. Le monde entier sait que ce n'est pas Guaido qui siège à l'Assemblée générale des Nations unies, ni au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, ni au Conseil de sécurité des Nations unies, ni aux réunions de l'OPEP. De toute évidence, il n'est pas non plus assis au palais présidentiel de Miraflores, ni ne donne-t-il des ordres aux Forces armées nationales bolivariennes du Venezuela.

Est-ce Guaido qui affronte la COVID-19 au Venezuela et coordonne l'aide médicale et les protocoles avec l'Organisation mondiale de la santé ?

William Brownfield, l'ex-ambassadeur des États-Unis au Venezuela, a avoué : « Si nous comptons sanctionner Petroleos De Venezuela SA (PDVSA), ces sanctions auront un impact sur le peuple tout entier, sur le citoyen ordinaire. Le contre-argument est que puisque le peuple souffre tellement d'un manque de nourriture, de sécurité, de médicaments, de santé publique, que la solution la plus propice en ce moment serait d'accélérer l'effondrement, même s'il en résulte une période de

souffrances de plusieurs mois, voire de plusieurs années. »

L'attaque contre Petroleos de Venezuela ne se fait pas par hasard ; c'est une action préméditée et ciblée de façon précise. Tout ce qui affecte l'industrie pétrolière aura des répercussions non seulement sur l'industrie elle-même, mais avant tout sur l'économie nationale et donc sur le peuple vénézuélien.

L'industrie pétrolière génère 95 % des devises fortes qui entrent au Venezuela en raison des exportations. La diminution de ces exportations, que ce soit en raison d'une baisse des niveaux de production pétrolière ou d'une baisse des prix du pétrole, affecte l'afflux de devises fortes, et donc les importations de fournitures, de pièces de rechange, de machines pour la production nationale. Petroleos de Venezuela est le catalyseur de notre production nationale.

Pour la première fois de l'histoire, le prix du pétrole a chuté pendant quatre années consécutives, entraînant une baisse de 65 %. En outre, le blocus commercial et financier contre Petroleos de Venezuela, la difficulté ou l'impossibilité d'obtenir des fournitures et des pièces de rechange, et les obstacles financiers, entre autres, ont eu des répercussions sur la production pétrolière, qui a diminué de 64 % - passant de 2,8 millions de barils par jour en 2013 à un million de barils par jour en 2019. Cela a entraîné une baisse de 78 % des exportations de pétrole, qui sont passées de 85 milliards de dollars par an en 2013 à 19 milliards de dollars en 2019.

Le sénateur républicain de l'État de Virginie, Richard Black, a admis, faisant référence au Venezuela, « Nous avons démonétisé leur devise et, par le biais du système bancaire international, nous avons rendu la devise vénézuélienne sans valeur, puis nous avons dit : 'Regardez à quel point ce gouvernement est mauvais, sa devise est sans valeur.' Eh bien, ce n'est pas eux, c'est nous qui avons rendu leur monnaie inutile. » (Spoutnik 12-09-2019).

L'attaque contre le bolivar, la devise vénézuélienne, arme principale de la guerre économique, a non seulement provoqué une hyperinflation et, avec cela, la perte du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, elle a également réduit la production nationale. Comme les salariés voient leur pouvoir d'achat diminuer en raison d'une hausse rapide et disproportionnée des prix, cela diminue également la demande de biens et provoque une baisse de la production des vendeurs.

Depuis 2013, l'impérialisme a provoqué une dépréciation criminelle du bolivar vénézuélien de 241 657 millions %, ce qui a entraîné une augmentation des prix de 11 500 millions % à partir de cette année.

Chacun peut tirer ses propres conclusions sur ce que ces pertes économiques de 194 milliards de dollars signifient en termes d'angoisse, d'indignation, de qualité de vie et de la vie des Vénézuéliens. Tirez également vos propres conclusions sur le niveau de conscience incommensurable et donc de résistance du peuple vénézuélien qui a affronté les ennemis de son pays avec un moral d'acier et la meilleure des stratégies : l'union civilo-militaire.

(Ultimas Noticias, le 6 juillet 2020. Traduction : LML)



Lisez Le Marxiste-Léniniste
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca